

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

## Retraites, salaires...



## organisons-nous pour la riposte !

## Le NPA continue

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre dernier, l'ancienne direction, devenue majoritaire après l'exclusion-rupture des camarades du courant Révolution permanente en 2021, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA et quitté le congrès, prétextant des divergences politiques et un fonctionnement interne de l'organisation qui d'après elle, rendaient impossible de continuer à militer ensemble dans le même parti.

Détenant la presse, les finances, les locaux et la notoriété de ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, cette scission s'apparente de fait à une exclusion de plus de la moitié de ses militants qui combattent sa politique d'alliance avec la NUPES, et qui, refusant ce coup de force, ont décidé de continuer le NPA.

C'est cette politique d'alliance avec LFI et la NUPES que Philippe Poutou a commencé à mettre en œuvre il y a deux ans aux Municipales à Bordeaux avec BEL (Bordeaux en lutte), puis aux Régionales de 2021 suivi par des militants de la région d'Occitanie et qui a été généralisée aux Législatives de 2022 avec l'appel à voter pour les candidats de la NUPES, y compris contre des candidats du NPA comme ici, en Gi. ronde, dans la 3<sup>ème</sup> circonscription. Cette politique s'est traduite à la Présidentielle par la perspective défendue par Philippe Poutou de reconstruction d'une hypothétique « gauche de combat » avec des morceaux ou nouvelles moutures populistes de la gauche institutionnelle.

Cette orientation, la construction de partis dits « larges » d'alliance-suivisme avec des forces réformistes institutionnelles est celle que l'ancienne direction, fraction de la section française de la IV<sup>ème</sup> internationale au sein du NPA, a voulu imposer à toute l'organisation. Elle tourne le dos au projet qui était celui du NPA à sa fondation, regrouper les anticapitalistes et révolutionnaires, tous courants nationaux et internationaux confondus, « pour la transformation révolutionnaire de la société » selon ses « principes fondateurs », un projet qui a fait son originalité, sa richesse et sa dynamique.

La scission du NPA, organisée et imposée par l'ancienne direction, affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité. Le capitalisme à bout de souffle engendre une régression sociale généralisée, un monde de prédation, de guerres et de dévastation de la planète, dont nous ne sortirons que par la lutte des travailleur.es et des peuples, de la jeunesse prenant en main leurs propres affaires pour réorganiser la société en fonction des besoins du plus grand nombre.

Le NPA33 fait le choix de continuer le NPA. Il est nécessaire de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires. Nous voulons continuer à œuvrer à la construction de rapports démocratiques, non seulement entre militant.es révolutionnaires de toutes tendances mais aussi avec toutes celles et ceux avec qui nous militons au quotidien sur nos lieux de travail, de vie ou d'études, dans nos syndicats et associations, dans nos mobilisations et nos luttes, dans la perspective de construire un parti indépendant des institutions pour nos luttes, pour la transformation révolutionnaire de la société, pour le socialisme et le communisme. Et nous invitons toutes celles et ceux qui le souhaitent à en débattre et à nous rejoindre dans ce projet.

*Le comité de rédaction de la revue*

## Nouveau site national du NPA

<https://www.nouveaupartianticapitaliste.fr>

### SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>Dans la santé</b>	<b>p.4</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• CHU : grève de la réanimation pédiatrique</li><li>• A la maternité du CHU : nouvelle année, mêmes galères</li></ul>	
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.5-7</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• La Poste : la grande réorganisation a commencé</li><li>• CGI, des millions pour les dirigeants, des miettes pour les travailleurs</li><li>• Mais d'où viennent toutes ces fuites ?</li><li>• Non à la casse de l'Assurance-chômage !</li><li>• Collectif de Bassens : toujours là pour la convergence des luttes</li><li>• Safran, retour sur 2022 pour préparer 2023</li><li>• Magna, nos vies, nos salaires à défendre</li></ul>	
<b>Dans l'éducation</b>	<b>p.8-9</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• LP de Sainte Foy : la Rectrice et le vice-président de la Région ont eu les foies de venir ?</li><li>• Loi OPMI, contre la révolte, plus de répression</li><li>• Public/privé, une ségrégation sociale qui se creuse... comme dans toute la société</li><li>• Pas de Noël pour les personnels</li></ul>	
<b>Leur société</b>	<b>p.9-13</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Saige Formanoir Pessac, recours contre la destruction de 482 logements</li><li>• Télécabines : pour des transports publics décidés par les travailleurs et la population</li><li>• Fournas, Diaz, groupuscules d'extrême droite... crasse raciste et affairisme</li><li>• A l'université, faire face aux intimidations réactionnaires</li><li>• Camps de tentes : les politiques antisociales et leurs conséquences</li><li>• Centre de rétention administrative : Anziani vient en aide à Darmanin</li></ul>	
<b>Internationalisme</b>	<b>p.12</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Assassinat de militant.es kurdes à Pars, « Erdogan assassin, Macron complice »</li></ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.14</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• LGV : un business privé... payé par l'argent public</li></ul>	
<b>A voir</b>	<b>p.14-16</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Le camp de Thiaroye</i>, d'Ousmane Sembène et Thierno Faty Sow</li><li>• <i>Tirailleurs</i>, de Mathieu Vadepied</li><li>• <i>Annie Colère</i>, de Blandine Lenoir</li></ul>	

**Abonnez-vous**

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle  
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Retraites, salaires... Organisons-nous pour la riposte d'ensemble!

Les vœux de Macron ont été clairs : il va falloir « tenir » dans une situation de « guerre », une situation « qui va se dégrader ». Le monde du travail et la jeunesse savent à quoi s'en tenir. L'offensive des classes dominantes s'accroît. Après les réformes de l'assurance-chômage qui ont baissé les indemnités des chômeurs en moyenne de 16 % et vont réduire la durée d'indemnisation de 25 % à partir du 1<sup>er</sup> février, la réforme des retraites annoncée par Borne pour être appliquée dès cet été est une déclaration de guerre contre les salarié.es et les plus pauvres.

## Une seule réponse : retrait de la réforme !

Macron veut nous faire travailler jusqu'à 64 ans et augmenter le nombre d'années de cotisation à 43 ans pour obtenir le taux plein. Il s'agirait de sauver le système des retraites, prétendument en déficit ou qui pourrait le devenir, le rendre plus juste... une propagande du gouvernement et des patrons pour justifier la réforme qui ne tient pas. Augmenter les salaires et stopper les exonérations de cotisations des patrons ferait rentrer les milliards nécessaires non seulement au maintien mais à l'augmentation des pensions pour toutes et tous.

Cette réforme est une aberration alors que toujours plus de jeunes pointent au chômage et que nombre d'anciens n'arrivent déjà pas à tenir jusqu'à l'âge de la retraite... Mais ce que veulent Macron et les patrons, c'est verser moins de retraite et diminuer les pensions des retraités.

## Non à la régression sociale

Une grande partie de la population et de la jeunesse a de plus en plus de difficultés à payer ses factures, y compris à se nourrir, avec une inflation à 6,1 %, à 12 % pour les produits alimentaires et en prime des factures de gaz et l'électricité qui vont grimper de 15 % avec la fin du « bouclier tarifaire ». Gouvernement et patronat voudraient nous faire croire qu'en augmentant les salaires on alimenterait l'inflation, alors que

la hausse des prix, c'est les profits qu'ont réalisés les grands groupes capitalistes qui ont profité du COVID et de la guerre en Ukraine. Les entreprises du CAC40 ont battu des records : en 2021, elles ont atteint 156,7 milliards de bénéfices, quatre fois plus qu'en 2020, et reversé à leurs actionnaires 80,5 milliards en 2022, un record jamais atteint.

## Organiser la contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse

Attaques contre les retraites, les salaires, les droits des chômeurs, les services publics... l'offensive des classes dominantes est globale pour alimenter la machine à profits et notre riposte doit être globale pour inverser le rapport des forces et gagner sur les retraites, sur les salaires et les pensions, mettre un coup d'arrêt au transfert des richesses du travail vers le capital, le seul objectif des classes possédantes et de Macron à leur service.

Le succès de la journée du 19 janvier aura été un premier pas dans la riposte du monde du travail, mais nous ne pouvons compter sur les directions syndicales, intégrées au dialogue social et à la concertation avec le gouvernement et le patronat, pour organiser l'affrontement nécessaire, pas plus qu'aux batailles parlementaires dans le cadre des institutions de la bourgeoisie. Beaucoup de travailleur.es, de militant.es, de jeunes en prennent conscience et discutent et s'organisent pour la suite. Des collectifs, interpros qui s'étaient constitué lors de la dernière grève des retraites de 2019 ont repris contact, de nouveaux liens se tissent dans les luttes qui se multiplient sur les conditions de travail, les salaires. Notre avenir dépendra de notre capacité à prendre nous-mêmes nos affaires en main, à nous organiser démocratiquement, en toute indépendance, à diriger nous-mêmes nos luttes pour inverser le rapport de force dans la perspective de faire tourner nous-mêmes la société dans l'intérêt de toutes et tous.



Pour nous contacter :  
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

# CHU : Grève de la réanimation pédiatrique

Mardi 10 janvier, une trentaine de personnels de la réanimation pédiatrique, puéricultrices, infirmières, aides-soignantes, en grève depuis le 26 décembre, manifestaient et diffusaient des tracts sur le rond-point à l'entrée de l'hôpital Pellegrin sous les banderoles « Réa péd en grève », « pour la sécurité des enfants ». Après 15 jours de grève avec l'aide du syndicat SUD, les collègues voulaient faire sortir leur lutte des murs de l'hôpital malgré les assignations qui font que, même grévistes, la plupart d'entre elles doivent rester en service.

Il s'agissait de faire pression sur la direction et aussi témoigner auprès des journalistes et des soutiens venus les rejoindre pour que soit connue non seulement la situation très dégradée de l'hôpital mais qu'il n'y a pas de fatalité et qu'elles refusent l'inacceptable, qu'il est possible et nécessaire de dire Non.



Face à la presse venue en nombre, les grévistes, très majoritairement des femmes, jeunes, se sont relayées pour répondre aux questions et décrire le manque de personnel et de lits, le manque de temps face à l'angoisse des enfants et de leur parents, le sentiment permanent de gâchis. En place depuis 19 ans dans le service, une puéricultrice décrivait (1) « une grosse dégradation des prises en charge, de l'insécurité pour les soignants et une mise en danger [des enfants], un épuisement qui nous a amenées à cette grève ». C'est la course permanente pour trouver des lits disponibles pour accueillir de nouveaux enfants qui attendent une place en réa. Pour cela, expliquait-elle, « une bonne partie de notre travail c'est faire du Tétris d'enfants »... « Nous faisons les soins à la chaîne, [...] Ce métier, on ne l'a pas fait pour ça, on l'a fait pour accompagner les gens dans des moments aigus de leur vie ».

Et cet accompagnement est réduit au strict minimum et parfois en dessous.

Elles demandent des postes infirmiers et aides-soignants

en plus, le respect de l'effectif légal, un infirmier pour deux enfants, non respecté dès qu'il faut accompagner un enfant pour des examens ou qu'il faut intervenir pour une urgence dans un autre service ; mais aussi du matériel plus adéquat que celui avec lequel elles doivent travailler. Elles posent aussi la question des salaires. « Il y a beaucoup de fatigue, les gens fuient l'hôpital [...] Les jeunes générations ne supporteront pas ce que nous on a supporté, ils sont beaucoup plus au clair avec leurs limites et c'est une bonne chose. Ils soutiennent ce mouvement ».

Naturellement, les grévistes ont cherché à entrer en contact avec les autres services, dont la néonatalogie et les services de l'hôpital pédiatrique. Elles ont réactivé les liens qui existent depuis l'an dernier et la longue lutte pour obtenir que la prime de « soins critiques » soit versée à des catégories de personnels qui en étaient exclues, convaincues que la solidarité est une arme redoutable et conscientes que « l'union fait la force et si tout le monde s'y met on aura beaucoup plus de poids et les gens auront moins peur ». Sur le piquet, la présence d'autres collègues en soutien, dont des étudiantes en médecine, des travailleuses sociales, de militants dont des postiers (SUD et CGT) amenait naturellement à élargir les discussions, tou.tes bien conscient. es que l'effondrement de l'hôpital est un des aspects les plus voyants et insupportables d'une offensive générale contre le monde du travail, les salaires, les services publics... et les retraites.

Après avoir à nouveau manifesté le lendemain avec des collègues des urgences et du Samu à l'occasion des vœux du Directeur général du CHU, elles ont été reçues par la Direction qui les a jusque-là ignorées, préférant dépenser plus de 30 000 € en frais d'huissiers pour porter les lettres d'assignation au domicile des plus de 80 % de grévistes chaque jour plutôt que d'embaucher. Devant la détermination de la lutte, elle avait fait savoir qu'elle allait créer au moins un poste, mais ses propositions sont loin du compte et la grève continue. A l'heure où nous écrivons, elle en est à son 23<sup>ème</sup> jour.

Isabelle Ufferte

1- Témoignage video ici : <https://fb.watch/hZmGG7w8sm/>

Ana

## A la maternité du CHU : nouvelle année, mêmes galères

Si on doit faire un petit bilan de l'année 2022 pour les travailleuses de la maternité (sage-femme, auxiliaires sage-femme, infirmières, aides-soignantes...), c'était des semaines à rallonge, avec beaucoup de travail de nuit, des jours de RTT sans cesse sucrés par la direction... Devant ces difficultés, les sage-femmes ont demandé un septième poste en salle de naissance, ainsi qu'un troisième poste d'aide-soignante, que la direction a promis, mais qu'on attend toujours.

Et les résolutions de la direction pour la nouvelle année, ce sont des plannings toujours aussi chargés, un manque criant d'effectif, et des salaires loin de suivre l'inflation, malgré les compétences très exigeantes demandées.

Aux urgences gynécologiques, le manque de box équipés (avec des appareils d'échographie, l'examen le plus réalisé) retarde également la prise en charge des patientes, qui doivent parfois attendre longtemps avant d'être examinées. Il n'y a que cinq box équipés : trois pour les urgences obstétricales, et deux pour les urgences gynécologiques. Deux lits supplémentaires permettent de faire patienter les femmes trop douloureuses en position allongée, mais sont largement insuffisants. De plus, il n'y a qu'une seule infirmière pour gérer le service : entre les bilans, les traitements à administrer, etc, la tâche peut vite devenir compliquée, notamment au cours des pics de fréquentation.

Partout à l'hôpital, les mêmes problèmes (manque d'équipement, de lits, de personnel...) entraînent l'épuisement des équipes, et ont des conséquences parfois dramatiques sur la prise en charge des patients.

**La Poste**

## La grande réorganisation a commencé

La Poste engage une grande réorganisation en 2023. Beaucoup de médias en parlent, souvent en prenant pour argent comptant la soupe de « justifications » servie par la direction.

### Commençons par rétablir quelques vérités...

Ce n'est un secret pour personne, le volume du courrier envoyé et distribué est en nette baisse. Entre 2013 et 2021, il a été quasiment divisé par deux, passant de 13,7 milliards de plis à 7,5 milliards, conséquence de l'évolution technologique et sociétale.

Mais dans le même temps le colis a lui vu une augmentation de près de 250 % passant d'1 milliard de colis distribués à plus de 2,3 milliards. Cela alors que dans cette même période, 20 000 postes ont été supprimés, très majoritairement dans la branche courrier-colis.

### Alors, pauvre La Poste ?

Depuis ses origines, La Poste en général puis sa branche courrier-colis avaient toujours été bénéficiaires et rapporté de l'argent à l'État. Pour la première fois en 2022 cette activité a été déficitaire.

Ce déficit pourrait largement être compensé par l'activité financière florissante, portant le résultat du groupe à 2,1 mil-

liards de bénéfices. Mais La Poste préfère se le faire financer par l'État au nom de « ses missions de service public ». Il lui a versé 500 millions d'euros en 2022. L'argument du patron Wahl : « *le service universel postal (les prestations de base, dont la levée et la distribution six jours sur sept) est déficitaire d'environ 1,5 milliard* ». Ce qui ne veut rien dire car d'autres objets et activités que « les prestations de base » sont intégrés aux tournées depuis longtemps. Rappelons au passage que l'unique actionnaire de la SA La Poste n'est autre que... l'État (par le biais de la Caisse des dépôts et directement).

L'activité colis est en nette croissance, alors que le courrier est en décroissance. Mais l'objectif de La Poste est d'y extorquer malgré tout de la plus-value.

### Une attaque sur trois fronts contre les postiers et les usagers

1- Les salaires ne suivant pas l'inflation, entre 2019 et 2022, les postiers ont perdu près de 15 % de pouvoir d'achat.

2- L'arrêt du « timbre rouge » qui permettait d'espérer une distribution le lendemain, avec à la clé une restructuration importante dans les centres de tri. Des économies immédiates, et une usine à gaz pour les usagers. Pour donner le change, La Poste propose d'envoyer un

mail qu'elle se charge d'imprimer et distribuer: la « e-lettre rouge ». Coût du fax : à partir de 1,49€...

3 - La Poste vient d'annoncer une grande expérimentation sur 68 sites en supprimant une tournée sur deux. Le facteur ferait une tournée A le lundi, mercredi et vendredi et une tournée B le mardi, jeudi et samedi. Chaque usager ne verra donc le facteur qu'un jour sur deux. C'est au minimum la menace d'une suppression de 25 % des effectifs des 60 000 facteurs.

### Résister, c'est remettre en cause la recherche de profit, pour une Poste socialisée

Il y a urgence pour les postiers à se mobiliser, avec la population pour exiger que les bénéfices du groupe aillent aux salaires, au maintien des emplois et à l'amélioration des conditions de travail. Mais c'est aussi expliquer que la seule issue est de gérer cette société différemment. Partager le travail en croissance comme le colis entre tous, passer aux 32h, maintenir le lien quotidien des facteurs sur des tournées attirées...tout cela ne peut se faire que si ce sont les salariés et les usagers qui sont aux commandes, non pas pour les profits mais pour satisfaire les besoins collectifs.

*Correspondant*

## Echos du bulletin d'entreprise Code rouge, diffusé à CGI et Cap Gemini

### CGI : des millions pour les dirigeants, des miettes pour les travailleurs

La rémunération des patrons et des actionnaires de CGI atteint des sommets scandaleux cette année, 38,6 millions de dollars pour l'exercice financier 2022, soit une hausse de 27 % par rapport à l'année dernière. Le fondateur de CGI, Serge Godin, s'en met plein les poches avec 13,8 millions de dollars, soit une hausse de 26 %, tandis que Julie Godin touche le pactole de 3,18 millions de dollars, soit une hausse de 48 % ! Pendant ce temps, nous devons nous contenter d'une maigre augmentation de 3,8 %.

Cette situation est inacceptable ! La direction veut, comme toujours, maximiser les profits, sans aucune considération pour les travailleurs.

Dans le contexte actuel où la vie est toujours plus chère, il est plus que jamais nécessaire de se battre et de faire entendre notre voix. C'est pour cela que nous vous appelons à rejoindre la grève du 19 janvier pour lutter contre la réforme des retraites ainsi que pour nos salaires.

### Mais d'où viennent toutes ces fuites ?

On en est presque blasé. Encore une entreprise de la Silicon Valley qui fait fuiter des millions de comptes utilisateurs. La semaine dernière, Twitter a été mis une fois de plus dans l'embarras suite à la publication de données qui ont été piratées bien avant. Bien sûr, le problème va être discuté sous l'angle technique, mais il est malheureusement trop rarement abordé d'un point de vue politique. Pourquoi le niveau de sécurité ne semble pas s'améliorer malgré les piratages qui se multiplient ?

La réponse est à trouver du côté de l'économie. Les propriétaires de ces entreprises, ceux pour qui elles sont rentables, n'ont pas d'intérêt direct à régler ce genre de problèmes. La loi du profit à court terme règne dans les comités de direction. La sécurité ça coûte cher donc on se contente de protéger ce qui compte vraiment, les livres de comptes, la propriété intellectuelle et l'identité des actionnaires. Les données utilisateurs, elles, peuvent bien se balader sur Internet. Il va sans dire que si les travailleurs avaient leur mot à dire dans la gestion des entreprises les choix stratégiques seraient tout autres.

# Interview : Non à la casse de l'Assurance-chômage !

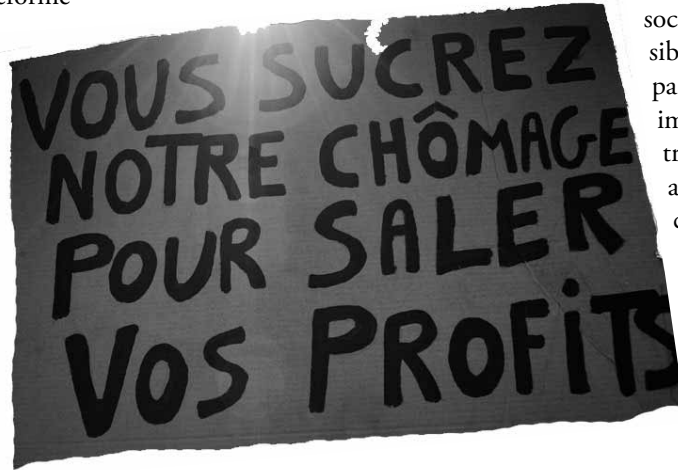
Le 3 décembre, nous étions 150 à manifester rue Ste Catherine suite à l'appel des organisations de chômeurs contre les nouvelles contre-réformes de l'Assurance chômage. Voici une interview de Joëlle Moreau, présidente d'AC ! Gironde pour discuter des suites.

### Quel est le bilan des mesures contre les chômeurs et les précaires ?

L'Unedic a chiffré l'impact de la réforme de 2019, qui a fait baisser l'indemnité versée aux chômeurs de 16 % en moyenne. Quant au durcissement des conditions pour ouvrir des droits, nos organisations de chômeurs parlent de 150 000 personnes exclues déjà de l'allocation chômage. La 1ère conséquence c'est bien évidemment une augmentation de la précarité et de la pauvreté.

La dernière réforme, qui va s'appliquer au 1er février 2023, instaure un système modulable et flexible en fonction du marché de l'emploi. La durée d'indemnisation sera réduite de 25 % avec un plancher minimal de six mois. En conséquence certains chômeurs, arrivant en fin de droits, seront poussés vers des emplois précaires ou peu adaptés à leur cas, des « bullshit jobs » qui ne permettent pas de vivre décemment, ce qui ne les éloignera pas durablement du chômage... un serpent qui se mord la queue !

Les deux réformes d'assurance chômage ont été imposées au nom de la dette de l'Unedic, qui atteint 64,2 milliards d'euros. Il est prévu 4 milliards d'euros d'économie par an sur le dos des chômeurs. Cette dette pourrait être effacée aussi rapidement par le ministre de l'économie que le versement des 250 milliards d'aides aux entreprises cette année. Il ne s'agit ici que de choix politiques !



### Comment vois-tu la suite de la lutte contre cette casse de l'Assurance-chômage, avec quelles convergences ?

La casse de l'assurance chômage est un épiphénomène dans la guerre réactionnaire anti-sociale que le gouvernement mène contre les travailleurs. Je pense ici au projet retraites, mais aussi à la casse des services publics, au recul des salaires face à l'inflation, aux lois sécuritaires

imposées ou à leur politique néo et ordo libérale qui détourne l'argent public et les richesses produites vers les entreprises, les poches du patronat et des financiers.

Pour contrer cette offensive il faut donc avant toute chose stopper les Macron et consorts en obtenant leurs démission et l'arrêt des politiques néolibérales. Il nous faut créer une convergence de l'espoir avec un vrai programme de progrès social. La retraite à 60 ans est possible aujourd'hui on devrait tous partir même à 55 ans. Il faut aussi imposer une réduction du temps de travail de 4 jours soit 32 heures sans annualisation ni flexibilité avec loi cadre et un revenu décent pour tous et toutes à hauteur du smic pour libérer la classe ouvrière des chaînes du patronat.

D'autre part face à l'évolution écologique de la planète le temps de son exploitation prend fin sous vos yeux. L'homme doit être libéré des chaînes du travail et de l'emploi. Beaucoup de travailleurs l'ont compris puisqu'un mouvement de plus en plus important de démission est en cours partout dans le monde. Il est peu de dire que Macron et son gouvernement sont à contrecourant de cette évolution.

*Propos recueillis par Laurent Delage*

## Collectif de Bassens : toujours là pour la convergence des luttes

Le 23 décembre, le Collectif de Gilets jaunes et syndicalistes de Bassens s'est réuni et a décidé d'appeler le plus largement possible à une AG en relançant les liens militants tissés précédemment. Nous étions conscients que les syndicats finiraient par appeler à une grève suite à l'annonce de la réforme des retraites de Borne le 10 janvier. Mais nous savions aussi qu'il faudrait préparer nous-mêmes une suite à cette journée bien tardive.

Nous avons convenu d'y appeler avec un tract rédigé au sein du Collectif, proposé comme axe d'invitation et de discussion à la prochaine AG.

Il faisait le lien entre l'ensemble des attaques gouvernementales et patronales (retraites, assurance-chômage, salaires, licenciements, précarité, hausse des prix...) avec l'objectif de donner des arguments pour une riposte globale au moment où des luttes

éclatent partout. Dispersées de par les difficultés d'équipes souvent renouvelées engageant leurs premiers rapports de forces. Mais aussi par la politique des directions syndicales empêtrées dans le dialogue social donc, n'encourageant pas les convergences voire, comme cela a été le cas pour les contrôleurs, dépassées par des militants déterminés mais limitant la lutte à un cadre corporatiste.

L'AG du 12 janvier à Bassens a regroupé une cinquantaine de militants de différents collectifs de Gilets jaunes (Bassens, Sainte Eulalie, Saint André, Libourne, Bassin, Saint Macaire, Jaunes Etc), collectifs de lutte (Haute Gironde, interpro Mérignac...), syndicats (FO Transports, CGT dont l'UL de Mérignac, SUD, FSU, CNT, CNT-AIT), associations (AC ! Gironde, APEIS, DAL), des militant.es NPA de la rive droite, des militants des luttes, heureux de se retrouver ou de se connaître.

## Safran Electrical and Power / Services Mérignac Retour sur 2022 pour préparer 2023

Depuis mars 2022 (voir *Anticapitaliste !* n°110), de nombreux débrayages se sont échelonnés jusqu'au mois de mai, toujours pour les salaires et dans tout le groupe Safran : nous avons obtenu une rallonge salariale de 60 € bruts pour tous dès juillet, mais loin des 150 € nets que nous revendiquions.

Dans SEP-Services, un des « établissements » du groupe, l'accord de compétitivité a été finalement signé par la CFDT, FO et CGC alors que la majorité des salariés le décriait.

Loin de démobiliser, dès septembre, les salariés du groupe, y compris de SEP-Services, ont de nouveau fait grève, de une heure à la journée, ponctuellement, pour que s'ouvrent de nouvelles négociations salariales et fait nouveau, pas seulement à l'appel de la CGT, mais aussi des autres syndicats qui se sont joints au mouvement, en partie pour ne pas perdre leur électorat qui leur aurait reproché de ne rien faire. Dans l'ensemble de SEP-Services, nous avons été au plus fort 10% en grève et sur Mérignac, sur la cinquantaine que nous sommes, nous étions toujours une vingtaine.

Produit de cette pression, en novembre, la direction du groupe annonçait unilatéralement le versement de la « prime de partage de la valeur » à hauteur de 750 € en décembre, défiscalisée et non cotisée ; elle était malgré tout bienvenue et n'a pas désarmé notre colère.

Pour preuve, les collègues de Mérignac qui en une année de mouvement se sont émancipés de nombreuses chaînes, ont voulu boycotter l'audit Dassault, principal client de notre direction, pour lui dire « merde », exprimer notre ras-le-bol et montrer qu'on n'en avait pas fini avec la revendication sur les salaires et le retrait de l'accord de compétitivité. La grève est venue des collègues qui ont été clairs : « on fera avec ou sans la CGT », seul syndicat sur le site mérignacais. L'appel n'était pas lancé que les collègues présents sur le site Dassault avaient laissé fuiter qu'ils feraient grève pour l'audit, semant la panique auprès de notre direction locale. Elle a tenté quelques pressions du genre « si c'est pour les salaires, ça ne servira à rien ! » et « ça risque de froisser Dassault qui ne nous donnera pas de travail » qui ont eu l'effet inverse : le site était vide de ses CDI, sauf nos chefs qui ont fait les commis !!!

Bilan : on a gagné en liberté de penser et d'agir au point que les camarades au repas de fin d'année, se posaient le problème de la modalité des prochaines grèves en janvier : partir en illimité ?

*Correspondante*

On a échangé sur comment contribuer à armer la colère qui allait déferler dans la rue dès le 19 janvier. Comment s'adresser aux chômeurs, aux habitants des quartiers ? Comment toucher et entraîner la jeunesse ? Fallait-il reprendre des ronds-points, des lieux stratégiques pour le pouvoir, faire de nouveaux blocages de l'économie ?

Nous avons finalement convenu de distribuer à la manifestation le tract finalisé à l'AG. Avec un appel à se réunir en AG juste après pour décider de la suite à donner, convaincu-e-s que ce sera une première étape d'un mouvement à construire démocratiquement ensemble, en toute indépendance des appareils politiques et syndicaux.

*Laurent, Christine et Mónica (le 15.01.23)*

## Magna Blanquefort Nos vies, nos salaires à défendre

La fin de l'année 2022 a été mouvementée. En novembre, Mutares le nouveau repreneur, a été reçu avec un appel à la grève lancé par les syndicats ouvriers où nous étions une cinquantaine. Le CSE en a été retardé, du coup les représentants de Mutares sont sortis pour nous voir. Ils ont pu nous entendre exprimer notre colère contre le donneur d'ordre (Ford) qui se lave les mains de la situation et Magna qui compte se désengager à bon compte. Nous avons montré notre défiance vis-à-vis de ce repreneur incapable de nous assurer un volume de production assurant nos emplois et sans réelles perspectives pour l'avenir. Il y a eu débrayages et AG en suivant qui ont rassemblé au minimum 150 salariés sur les près de 700 que nous sommes. Nous avons pu discuter de nos inquiétudes face à cette situation où nous voyons un équipementier automobile céder son entreprise à un fond de « retournement », c'est-à-dire un liquidateur en puissance.

Nous avons pu aussi discuter de ne pas laisser ces gens-là discuter tranquillement de notre sort sans que nous y participions nous-même. D'ailleurs, une action au tribunal a rassemblé quelques jours plus tard plusieurs dizaines d'entre nous et retardé un peu la prise de pouvoir de Mutares. Du coup, la grande messe prévue début janvier sur la reprise a été repoussée à début février.

Rien n'est réglé, nous sommes de plus en plus nombreux à prendre conscience que notre action sera un facteur important pour notre avenir. La pression sur les organisations syndicales se fait de plus en plus sentir dans l'atelier. Nous avons besoin d'unité et d'une direction claire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, certaines organisations se tournent vers les tribunaux, d'autres vers les pouvoirs publics. Nous sommes quelques-uns à penser que cela n'est pas une solution, les « pouvoirs publics » ne soutiennent que les actionnaires à coup de millions d'argent public. Personne n'a oublié comment ils ont laissé Ford se débarrasser de l'usine voisine et de ses salariés, après l'avoir richement subventionnée. Un scandale quand on sait que la multinationale versait des millions à ses actionnaires dans le même temps. Et les tribunaux, c'est à la fin, quand les emplois sont perdus et cela dure des années, nous le savons. Notre seule chance, c'est justement que cela devienne l'affaire de tous les travailleurs de la boîte. C'est encore à construire, à faire grandir, mais c'est la meilleure façon de défendre nos vies et nos salaires. Nous en avons les moyens, c'est nous qui faisons tout tourner et qui faisons rentrer l'argent.

*Correspondants*

## Lycée professionnel de Sainte Foy la Grande La Rectrice et le Vice-Président de la Région ont eu les foies de venir ?

Le 5 décembre, la Rectrice de Bordeaux avait prévu de participer à l'inauguration du CLEE (Comité Local École Entreprise du pays foyen) au lycée professionnel de Sainte-Foy-la-Grande dont le proviseur est un zélé partisan de la réforme de l'enseignement professionnel, la Rectrice étant elle-même une des animatrices d'un des quatre groupes de travail ministériels chargés d'accompagner la réforme.



Au programme : le renforcement des partenariats entre le lycée professionnel et les entreprises du pays foyen, un des objectifs majeurs de la réforme. Ici, le proviseur travaille déjà dans ce sens, notamment avec le patron du centre Leclerc voisin de Pineuilh. Et il se félicitait récemment que son établissement ait pu ouvrir une section de huit apprentis, c'est-à-dire des salariés en formation, bénéficiant de beaucoup moins d'heures d'enseignement, et travaillant en entreprise contre une maigre rémunération. Un recul bien sûr pour eux mais pas pour Leclerc

puisque sept d'entre-eux proviennent de cette enseigne.

Dans le lycée, la désillusion s'installe à l'encontre de ce proviseur ultra-libéral et cette réforme. Les journées de grève nationale ont été bien suivies, mais quand on a appris que la Rectrice devait venir le 5, on s'est dit qu'on ne pouvait pas laisser passer sans rien faire. On a préparé un débrayage et des banderoles, et avec les camarades de la CGT Educ'ation et le SNUEP-FSU, on a appelé à un rassemblement devant le lycée. Les autres syndicats (le SNETAA-FO, la CFDT et la CFTC) n'ont pas

souhaité y participer. Nous étions malgré tout une moitié d'enseignants en grève, et avec les copains de la CGT, de la FSU et quelques anciens gilets jaunes de Sainte Foy, cela faisait un rassemblement d'une trentaine, suffisamment bruyant pour énerver le proviseur qui est venu essayer de nous impressionner, tout en ordonnant aux surveillants d'empêcher les lycéens de venir à notre rencontre. Quant à la Rectrice et au Vice-Président de la Région et ancien recteur, ils ont préféré ne pas venir...

*Correspondants*

## Contre la révolte, plus de répression

Le Parlement a adopté en décembre la loi dite LOPMI (loi d'orientation et de programmation du Ministère de l'Intérieur) particulièrement répressive pour les usagers de cannabis, les vendeurs à la sauvette, les lanceurs d'alerte, les gens du voyage ou squatteurs... en même temps qu'il augmentait de 15 milliards le budget du Ministère de l'Intérieur sur 5 ans, soit de + 22 %, alors que les autres budgets publics sont saignés.

L'article 14 de la loi réprime davantage les jeunes en les taxant au portefeuille de façon plus expéditive et arbitraire, en généralisant les amendes forfaitaires délictuelles (AFD). Créées en 2016 et en constante augmentation depuis, elles s'appliquaient à 11 délits. Ces amendes, contrairement à une simple contravention, sont inscrites au casier judiciaire sans passer devant un juge. Elles sont décidées par les seules forces de l'ordre, juges et parties. Tous les nouveaux policiers et gendarmes seront désormais formés aux fonctions d'officier de police judiciaire...

La loi LOPMI prévoit d'étendre les AFD à tous les délits mi-

neurs punis d'une seule peine d'amende ou d'un an de prison maximum, soit environ 3 400 délits. Le Conseil d'Etat les a limités à 29, parmi eux le délit de tags ou « d'intrusion ». L'article sanctionne un simple tag par une AFD de 150 € si payée tout de suite, 200 € dans un délai de 45 jours majorée à 450 € au-delà, sans même la possibilité d'une peine alternative de travaux d'intérêt général.

Il impose aussi une AFD de 400 € pour « intrusion dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement » d'un lycée ou une fac en lutte par exemple, jusqu'à 1 000 € en cas de non-paiement dans les 45 jours, ainsi qu'une AFD de 1 600 € pour « entrave à la circulation », à la seule appréciation des forces de police.

Une réponse répressive accrue, passée presque inaperçue, à la légitime colère des jeunes et de leurs enseignants.

*Mónica*



# Ecole : Privé/public : une ségrégation sociale qui se creuse... comme dans toute la société

Ce n'est pas une surprise mais les chiffres de la DEPP, (le service statistique du Ministère de l'Éducation nationale) sont sans appel... L'écart entre les établissements publics et privés s'est creusé ces dix dernières années. Les établissements privés sous contrat accueillent deux fois plus d'élèves socialement très favorisés et deux fois moins d'élèves défavorisés que les établissements publics.

Les chiffres de l'IPS, l'indice de position sociale créé en 2016 par les statisticiens du ministère rendus publics en octobre dernier le confirment. L'IPS tient compte des niveaux de diplômes et revenus des deux parents, type de domicile familial, nombre de livres à la maison, temps passé devant la télévision, pratiques culturelles... Calculé pour chaque élève, du primaire au lycée, il traduit sa situation familiale. Plus la valeur obtenue est grande, plus l'élève bénéficie d'une situation familiale favorisée.

Sur les 5300 collèges du pays, 1160 sont des collèges privés sous contrat soit environ 22 %. Mais 81 % des 100 collèges aux plus hauts IPS sont privés et ils ne sont que 3,3 % des 10 % de collèges à l'IPS le plus faible.

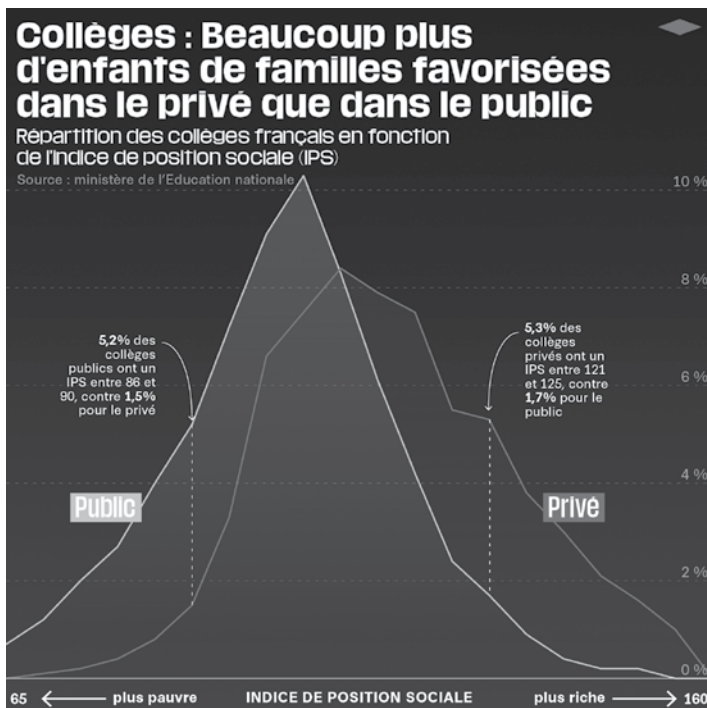
Exemple en Gironde dont les établissements privés scolarisent 17 % des collégiens : à la rentrée 2021, sur les 560 élèves du collège public du Grand-Parc, 305 étaient issus de milieux défavorisés, plus que l'ensemble des dix collèges privés sous contrat de Bordeaux qui n'en comptent que 250 alors qu'ils scolarisent plus de 6000 élèves !

Ces écarts se creusent d'autant que l'État finance à 73 % (notamment avec les salaires des enseignants) des établissements privés qui échappent à toute forme de contrainte en termes de mixité, favorisant ainsi de fait le « séparatisme » des plus riches...

Cette explosion des inégalités sociales est avant tout la conséquence des politiques gouvernementales qui ont dé-

mantelé l'école publique comme elles ont démantelé la santé et l'ensemble des services publics pour servir les profits des classes dominantes. En finir avec une éducation à deux vitesses passe par un seul service public d'éducation avec des moyens à la hauteur mais aussi par s'en prendre aux inégalités sociales...  
Changer le monde pour changer l'école !

*Bruno Bajou*



## Pas de Noël pour les personnels

Dans un lycée de la métropole, le mois de décembre a été marqué par les insultes de la direction et de l'intendance aux personnels et notamment ceux de la cantine. Les petits déjeuners autrefois offerts aux personnels servant le premier repas de la journée aux internes leur est enlevé. Le repas de Noël traditionnellement offert à ceux qui le préparent devient payant. Si la nourriture n'est pas consommée par les élèves alors les personnels ne peuvent la récupérer et doivent tout jeter à la poubelle. La violence de ces annonces à une semaine du repas de Noël dans un contexte d'inflation massive a été vécue comme une humiliation de plus.

Cependant, la solidarité s'est organisée dans le lycée entre les personnels et les enseignants. Dans ce lycée connu pour ne

pas faire de vague, pour la première fois, une pétition a été portée au proviseur témoignant de l'indignation que ces annonces avaient suscitées. Immédiatement, il a changé sa décision concernant le repas de Noël et promettait une concertation sur le reste des revendications.

Si ce retour aux pratiques traditionnelles dans ce lycée est possible, il faut souligner que c'est sur ordre du conseil régional que les personnels de cantine doivent toujours payer leur repas, à l'inverse des pratiques de la restauration privée. Encore une fois, les collectivités et l'État s'illustrent par des choix indignes pour des personnels aux revenus faibles et aux conditions de travail difficiles.

*Correspondants*

# Saige Formanoir à Pessac

## Recours contre la destruction de 482 logements

L'amicale des locataires de Saige Formanoir, la CNL, a déposé en fin d'année un recours au tribunal administratif contre les décisions du conseil de Métropole et du conseil municipal de détruire 3 des 8 tours de la cité et de transformer les appartements d'une quatrième en locaux d'entreprises et en logements étudiants.

L'amicale dénonce la consultation bidon dont se réclame le maire, l'immense majorité des habitants n'ayant pas pris part à cette mascarade. A l'inverse 92 % des 287 résidents ayant répondu à l'enquête de l'amicale sont opposés à la destruction et réclament une rénovation urgente.

Nombreux sont celles et ceux qui tentent depuis des années de trouver des logements ailleurs que dans ces tours datant

des années 1970 que Domofrance et les pouvoirs publics ont laissé se dégrader. Manque d'entretien et d'isolation, ascenseurs en panne, canalisations qui débordent, parasites, nuisances sonores et pollution liées à la rocade en bord de cité... sont régulièrement dénoncés par les habitant.es qui ont plusieurs fois manifesté pour que le bailleur et les pouvoirs publics interviennent.

Sûrement pas pour que 482 logements soient rayés de la carte dans une des plus grandes villes de la Métropole et du département alors que chacun sait que trouver des appartements avec une superficie équivalente, à proximité des commerces, des services publics et du tram est totalement impossible pour les familles concernées.

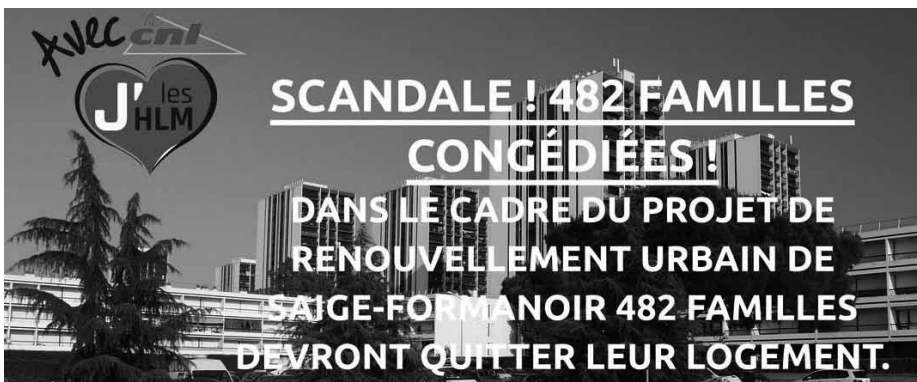
Saige ne « cesse de se ghettoïser » répètent en boucle le maire et les défenseurs du projet dit de « renouvellement urbain » ! Belle découverte alors que les seuls logements qui sont proposés depuis des décennies aux plus pauvres sont ceux de Saige ou des deux autres « quartiers prioritaires de la ville », Arago-La Châtaigneraie et Les Ailes françaises. L'absence de « mixité sociale », pour employer l'expression cynique des gouvernants est soigneusement organisée par les classes dominantes qui se « ghettoïsent » dans leurs quartiers à l'abri du bruit et des regards.

Les loyers à Pessac, comme dans la quasi-totalité des villes de la métropole, sont devenus inaccessibles aux classes populaires... hormis quelques quartiers que maire et Métropole pointent aujourd'hui du doigt.

Ils entendent déplacer les pauvres, les éloigner à la périphérie des villes pour la « tranquillité publique » !

Face au mépris et au cynisme, le NPA33 et le comité de Pessac tiennent à renouveler leur entier soutien aux habitant.es et à la CNL de Saige Formanoir.

*Isabelle Ufferte, ancienne élue municipale*



## Télécabines : pour des transports publics décidés par les travailleurs et la population

La Métropole lance des « concertations » publiques pour un projet de télécabines reliant la rive droite de Bordeaux à la Cité du Vin en environ 7 minutes.

Alors que 77% de la population rive droite travaille rive gauche, le franchissement de la Garonne est une galère. Tout ce qui peut le faciliter est à étudier.

Pourtant, la Métropole a été obligée de constater que les précédents franchissements, le pont Bacalan-Bastide et le transport fluvial Bat3 n'ont pas désengorgé la circulation. L'un débouchant rive droite sur un cul de sac dans un quartier résidentiel et, de plus, souvent fermé pour laisser passer des navires de croisière ! L'autre n'ayant pas la fréquence nécessaire pour des trajets professionnels quotidiens, et donc surtout utilisé pour des promenades touristiques.

Toujours est-il que si les télécabines faisaient gagner beaucoup de temps, elles ne permettraient pas aux travailleurs de rejoindre rapidement leurs lieux de travail car ils ne sont majoritairement pas à la Cité du Vin mais à Mérignac, Pessac, Le Haillan voire plus loin.

Il faut des Bus Express, des RER beaucoup plus nombreux. Et pour pallier au manque de conducteurs, des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

Le problème reste donc entier quel que soit le type de câble ou le tracé décidé. Car il est dans l'engorgement sur la rocade et les grands axes dû au tout camion, à l'éloignement domicile/travail croissant du fait de l'enchérissement des centres ville et au manque flagrant de transports publics.

Quant à la concertation, une réunion d'une centaine de personnes à Lormont un lundi a décidé du tracé à soumettre au vote du Conseil municipal le lendemain... Une réunion dont 90 % des Lormontais ignoraient l'existence. La Métropole, pas plus que la mairie n'a eu de véritable souci de concerter la population. Ce qu'elles proposent, même accompagné de registres en mairie ou en ligne peut difficilement être appelé concertation.

J'ai donc émis un avis réservé sur ce projet au conseil municipal de décembre dernier et me suis abstenue.

*Monica Casanova, élue du NPA à Lormont*

## Fournas, Diaz, groupuscules d'extrême droite... crasse raciste et affairisme

Affairisme, démagogie, racisme... les deux nouveaux députés girondins du RN sont dans la ligne.

En novembre, Fournas, député du Médoc, étalait une fois de plus sa crasse raciste, après de nombreux messages pendant des années sur les réseaux sociaux. Mais cette fois, sous les caméras de l'Assemblée, cela lui a valu quinze jours d'exclusion pour son « *qu'il(s) retourne(nt) en Afrique* » adressé au député noir Carlos Martens Bilongo, LFI, et aux migrants à bord de l'Océan Viking. Quinze jours... Fournas a repris sa place et son message aura été apprécié par les groupuscules qui gravitent autour du RN et les fanatiques du « *grand remplacement* ».

De son côté, Diaz, députée du Blayais et membre du bureau politique du RN, est la cible d'une enquête pour « *détournement de fonds publics, complicité et recel* », avec le soupçon d'un emploi fictif de 2018 à 2019, quand elle était assistante parlementaire du député européen FN Colombier. Ce dernier a été placé en garde à vue tandis que les bureaux et domiciles de Diaz étaient perquisitionnés en décembre. Le Pen est montée au créneau pour la défendre.

Depuis, Diaz s'est lancée dans « *un tour des prisons pour mettre en lumière les conséquences de l'immigration massive en France* ». Une démagogie qui rejoint celle de Macron, Darmanin, Ciotti... au moment où ils se préparent à faire passer une énième loi réactionnaire sur l'immigration.

Macronie, LR, RN, il n'y a pas de barrière entre eux. Tous sont en concurrence pour capter à leur profit la montée des idées réactionnaires. Le RN est seulement plus libre dans la surenchère démagogique pour capter les peurs des classes populaires qui subissent les reculs provoqués par la mondialisation capitaliste. Tous sont le produit de la décomposition du capitalisme, le produit aussi de la participation des partis de gauche à l'offensive libérale contre les classes populaires.

Cette situation fait se sentir des ailes aux groupuscules d'extrême-droite. Les tags se multiplient ces derniers mois en Gironde, sur les locaux du Planning familial, de l'ASTI, de SOS Racisme, de la CIMADE... Il y a eu aussi des agressions sexistes et racistes, contre une manifestation féministe à Bordeaux et contre des passants dans le quartier Saint-Michel, et des tags et une tentative d'incendie à l'UL de Mérignac.

Ces attaques ciblées contre les travailleurs, les femmes, les migrants, les militant-e-s, illustrent bien à quel point ces groupuscules sont du côté des patrons et de leur ordre, apprentis postulants à participer à la répression de ceux qui luttent et qui résistent... au nom de la « patrie », c'est-à-dire des intérêts des classes dominantes.

A chaque fois, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu pour ne pas laisser faire. Au-delà de ces mobilisations pour dénoncer, il s'agit de faire entendre que le nationalisme et la démagogie raciste ont toujours servi à nous soumettre et à nous diviser. Le monde du travail ne peut compter que sur sa solidarité pour se défendre. Quelles que soient nos origines, nos couleurs de peau, notre orientation sexuelle, avec ou sans religion, la seule issue face à cette offensive réactionnaire, c'est notre lutte collective internationaliste pour débarrasser le monde de l'exploitation et de toutes les oppressions !

François Minvielle

## A l'université : faire face aux intimidations réactionnaires

Le mercredi 7 décembre 2022, les députés Louis Boyard et Carlos Martens Bilongo tenaient une conférence au sein de l'université Bordeaux Montaigne, à l'occasion de la campagne nationale « *La LFI-NUPES débarque dans ta fac* ». De nombreux jeunes, tout comme des moins jeunes, étaient présents pour voir ce qu'avaient à proposer les deux figures de la FI, face à une société toujours plus révoltante. Si les deux députés sont intervenus sur les derniers coups médiatiques -face aux exclamations racistes d'un De Fournas, et sur la manière dont Hanouna s'était fait le défenseur des intérêts meurtriers de son patron Bolloré- et ont enjoint la jeunesse à ne pas se résigner face à la précarité et au réchauffement climatique, ils se sont cantonnés à présenter des solutions institutionnelles. Appelant à se préparer contre la réforme des retraites, ils n'ont pas cherché à donner des clés pour s'organiser, se contentant d'appeler à devenir les futurs candidats de la FI.

Mais c'est l'agression de l'extrême droite qui a marqué la soirée. Une violence qui est en lien direct avec nombres de signes hors de la Fac, mais aussi dans l'université, dans laquelle les tags racistes se sont multipliés. Au petit matin l'université était recouverte de croix celtiques, de stickers du groupuscule la « Bastide bordelaise ». Ce sont ces derniers, une petite vingtaine de militants réactionnaires qui, armés, s'en sont pris au service d'ordre de la conférence. S'en est suivie une intervention de la police -applaudie par Bilongo- qui n'a procédé à aucune arrestation. Le même groupuscule a ainsi pu ensuite chercher à perturber une représentation théâtrale de personnes LGBT, sans succès.

Le surlendemain, un rassemblement, à l'initiative des camarades du Poing levé, a rassemblé un peu plus d'une centaine de personnes, pour l'essentiel des militants organisés s'opposant à toute normalisation des idées réactionnaires. Des organisations étudiantes, politiques et syndicales sont intervenues sur le danger du développement de l'extrême droite. Mais aussi juste soit-il un tel rassemblement, où nous avons pu échanger, ne peut conjurer cette situation, expression de la crise de cette société. Pour repousser l'extrême droite, son agenda, les travailleurs et la jeunesse doivent remettre en cause cette société d'oppression. Cela ne pourra se faire sur le terrain parlementaire. Il nous faut construire un parti révolutionnaire à l'image de nos luttes.

Gabrielle

# Assassinat des militant.es kurdes à Paris : « Erdogan assassin, Macron complice »

Lors des trois manifestations en réponse à l'odieux assassinat par l'individu armé qui a tué les trois militants kurdes à Paris le 23 décembre, le NPA 33 a pris la parole pour apporter toute sa solidarité au peuple kurde et aux militant.es du Conseil démocratique kurde.

Un premier rassemblement dès le lendemain, le 24 décembre a regroupé près de 200 personnes. Le mercredi 28, plus d'un millier ont manifesté de la Bourse à la Victoire, aux cris de « *Erdogan assassin, Macron complice* », et à nouveau plus de 600 dimanche 8 janvier. Révolution Permanente, Ensemble, LFI et la FSU y ont aussi pris la parole.

Le conseil démocratique kurde dénonce le gouvernement Macron, vieux complice d'Erdogan, qui a voulu faire passer cet assassinat pour l'acte raciste d'un déséquilibré. Alors que son acte était évidemment ciblé puisque ce jour-là, le siège du Conseil Démocratique kurde était en pleine effervescence, en préparation de la commémoration de l'assassinat des trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez

en 2013, dont les donneurs d'ordre sont toujours en liberté, jamais inquiétés, malgré les nombreuses preuves qui désignent directement les services de renseignement turcs, le MIT.

Le NPA33 a aussi dénoncé cette coopération étroite entre l'Etat français et la dictature turque qui fait qu'aujourd'hui encore, l'Etat français harcèle en permanence sur son sol des militant.es kurdes, qui, considérés comme appartenant à une organisation terroriste sont arrêtés, perquisitionnés et dont les comptes sont bloqués. La main de l'assassin n'a peut-être pas été directement téléguidée par les services secrets d'Erdogan, mais il n'y a aucune raison pour que le parquet anti-terroriste n'ait pas été saisi. Le combat que nous avons à mener ensemble passe par celui pour la vérité et la justice.

Cet odieux assassinat, quels qu'en soient les instigateurs ou pas, intervient dans le contexte de menace permanente d'invasion du Rojava par le dictateur turc, dans un contexte de répression féroce contre les militant.es du HDP en Turquie et particulièrement au Kur-

distan. Plus de 6 000 sont actuellement sous les verrous, la plupart des maires élu.es destitué.es et emprisonné.es. La répression s'accroît, à quelques mois des élections présidentielle et législative en Turquie et alors qu'Erdogan est en grande difficulté face à une contestation profonde et grandissante de la dictature. Nous avons affirmé notre solidarité internationaliste pleine et entière avec le peuple kurde.

Sa lutte pour la liberté, la paix et la démocratie est la nôtre, celle de toutes et tous les exploités, des travailleuses et des travailleurs du monde, de la jeunesse qui refuse ce monde capitaliste d'exploitation, de dictatures et de guerres, qui engendre toutes les oppressions, le racisme et le sexisme.

La paix, la démocratie, la liberté des peuples ne viendront que de nous, de la solidarité et de la lutte internationaliste des travailleur.es et des peuples pour changer le monde.

*Christine Héraud*

**Face à la faillite du capitalisme  
s'organiser pour nos luttes  
et la révolution !**



**Meeting NPA**  
vendredi 27 janvier, 19h30

**BORDEAUX**  
salle du Point du jour  
44 Rue Joseph Brunet  
Tram B arrêt Claveau

contact@npa33.org - 07 83 64 43 49 - <https://www.npa33.org>

**Pour les camarades éloigné.e-s, il sera possible de suivre le meeting en direct sur divers réseaux sociaux. Les liens seront disponibles sur notre site.**

# Camps de tentes : les politiques antisociales et leurs conséquences

Le « village » de tentes autour du lac de Bordeaux fait polémique chez les politiques locaux : « *trop voyant* », « *facteur d'insécurité* », etc. La mairie de Bruges divers gauche voudrait expulser le camp, mais la mairie de Bordeaux propriétaire du terrain traîne des pieds.

Depuis des années, c'est un véritable bidonville de tentes qui ne cesse de s'étendre autour du lac, alimenté par la misère, les expulsions diverses et variées, jusqu'à 200 personnes y vivant dans les conditions les plus précaires.

Il y a ceux qui fuient les guerres, les dictatures, qui ne manquent pas de par le monde. Ceux qui fuient la misère et espèrent un monde meilleur en Europe et aussi d'autres qui viennent de Dordogne ou d'ailleurs, saisonniers, travailleurs pauvres, demandeurs d'emploi, avec une carte d'identité bien française. C'est un ressortissant du pays qui a la plus longue ancienneté dans la précarité autour du lac.

Dans cet endroit, tu peux être médecin fuyant une dictature et faire des ménages pour assurer la survie des tiens. Un autre a des papiers obtenus en Suisse, dessus il y a écrit « *sans*

*nationalité* » ! Il a fui la guerre au Sahara Occidental. Ils sont quelques-uns expulsés de squat en squat, qui se sont retrouvés ici. Ils travaillent comme saisonniers et autres petits boulots.

Leurs préoccupations sont immédiates, un seul point d'eau sain pour soulager un peu la dureté des conditions de vie.

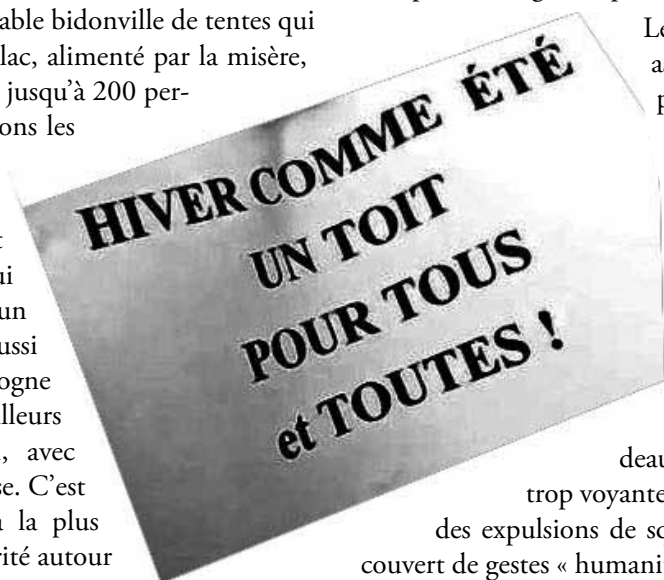
Les seuls soutiens viennent des associations de maraudes qui proposent de quoi manger, des aides d'urgences et parfois une solution pour un logement.

Ils subissent les politiques punitives, d'exclusion, de ces politiques soumis aux exigences de l'économie capitaliste, qui mettent en œuvre des mesures antisociales. Et quand, comme les maires de Bruges ou de Bordeaux, ils se plaignent de cette misère

trop voyante, se renvoient la balle, demandent

des expulsions de squats ou de camps précaires sous couvert de gestes « humanitaires » qui ne dissimulent en rien leur absence de politique sociale.

*Eric Lafargue*



## Centre de rétention administrative : Anziani vient en aide à Darmanin

« Après des échanges constructifs avec ... Monsieur Eric Poulliat, député de la 6ème circonscription de Gironde, Monsieur Frédéric Zgainski, député de la 7ème circonscription de Gironde, Monsieur Alain Anziani, maire de Mérignac et président de Bordeaux Métropole et Monsieur Franck Raynal, maire de Pessac, le ministre de l'Intérieur et des Outremer a décidé la construction de ce centre de rétention administrative (CRA) sur la commune de Mérignac, en proximité de l'aéroport (site du Bioparc). »

Cette décision de créer ce nouveau CRA de 140 places est tombée par un communiqué de presse à la mi-novembre. Une décision inique, prise au nom de l'intérêt de la « République », ce mot valise choisi par les politiques de tous bords, et en particulier ceux de la « gôche » qui ne veut pas se dire de

droite, pour justifier reculs sociaux et stigmatisations en tous genres.

C'est donc au nom du respect de la « loi républicaine » qu'Alain Anziani annonçait, lors d'une réunion publique, tendre la main à son collègue pessacais (Franck Raynal, ex UMP), en cédant à l'État un terrain pour la construction du futur CRA. Les CRA, lieux d'enfermement des personnes étrangères avant leur expulsion, sont des prisons qui ne disent pas leur nom, où des exilé.e.s qui n'ont commis aucun délit sont détenus (voir le site de la Cimade qui regroupe des informations sur le sujet).

A Mérignac, l'opposition à ce projet s'est manifestée par la création d'un collectif téléguidé par la droite méridionale, tout en recevant un témoignage de soutien d'Eric Poulliat, député Renaissance.

Ce collectif se cache derrière un faux nez écologiste pour dénoncer la construction du CRA sur une zone de bioparc...

Sur de toutes autres bases, le collectif anti-CRA « *Ni ici, ni ailleurs* », réunissant associations, syndicats, partis dont le NPA, organise depuis l'an dernier la contestation à la construction de cette prison.

Nul besoin de dire que cette politique d'enfermement et d'expulsion fait le lit et la propagande du RN.

La fraternité et la solidarité avec tous les exilé.e.s ne peut se faire que par l'affirmation du droit à la liberté de circulation et d'installation, avec les moyens la rendant possible !

*Christophe Otharan*

## LGV : un business privé... payé par l'argent public

Le prolongement de la LGV de Bordeaux vers Toulouse et vers Irun s'accompagne d'un nouvel impôt dans plus de 2300 communes du Sud-Ouest, toutes celles situées à moins d'une heure en voiture des futures gares LGV.

Dans ces communes, tous les propriétaires devront payer une « taxe spéciale d'équipement » en supplément de la taxe foncière, entre trois et huit euros par an selon la valeur des biens. Les touristes payant une taxe de séjour ne seront pas oubliés. Et cela... pendant quarante ans, en étant réévaluable chaque année, en fonction de l'inflation.

La taxe est pilotée par les 25 collectivités locales membres de la société de financement du GPSO (Grand projet ferroviaire du sud-ouest), co-dirigée par Delga et Rousset. Ils veulent récolter ainsi entre 24 et 29 millions d'euros chaque année pour contribuer aux 14 milliards d'euros de budget total prévu pour la LGV !

Les médias ont relayé l'appel des maires de Bordeaux,

Bayonne et Irun pour l'abandon de ce projet au coût faramineux au profit d'une rénovation des lignes existantes, une alternative moins onéreuse et plus rapide. La LGV n'est pour l'instant financée que jusqu'à Dax et pour 2032, et ne pourrait atteindre Irun qu'en 2042 si elle trouvait un financement supplémentaire, alors que les TGV espagnols arriveraient de Bilbao et de Vitoria-Gasteiz jusqu'à la frontière dès 2027... et resteraient sans prolongement de ce côté.

Ce qui est moins médiatisé, c'est que ces montages institutionnels servent à collecter l'argent des classes populaires pour le drainer vers les poches des actionnaires privés. La GPSO paiera le maître d'ouvrage, SNCF Réseau, société anonyme à capitaux publics, qui elle-même confiera la construction des voies et des gares aux multinationales du BTP, infrastructures qui serviront pour finir à des compagnies privées de TGV, ouverture à la concurrence oblige.

F.M.

## A voir Le camp de Thiaroye, d'Ousmane Sembene

La sortie du film *Tirailleurs* est l'occasion de voir ou revoir *Le camp de Thiaroye*, un film réalisé en 1988 par Ousmane Sembène et Thierno Faty Sow qui retrace un des nombreux crimes dont l'armée coloniale française s'est rendue coupable au cours de son histoire.

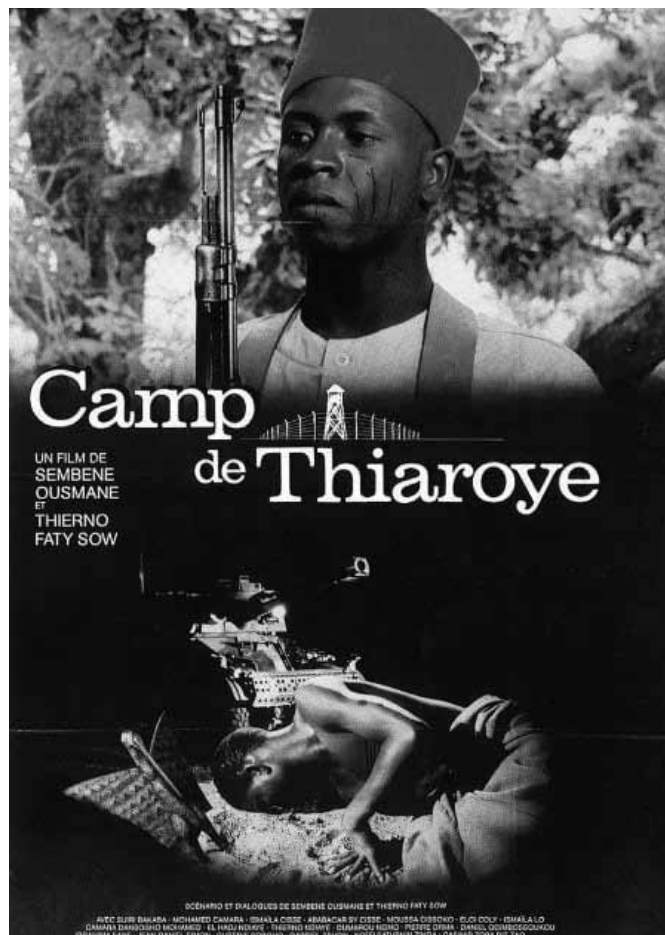
Fin 1944, plusieurs milliers de tirailleurs maintenus prisonniers depuis le début de la guerre dans des camps allemands du nord de la France sont libérés par l'avancée des troupes américaines.

Le Gouvernement provisoire de la République française, présidé par De Gaulle et qui contient des ministres socialistes et communistes, vient de prendre ses fonctions. Ayant décidé de « blanchir » l'armée française, il renvoie en Afrique, en quelques mois, une dizaine de milliers de ces tirailleurs, en leur promettant le paiement de leur retard de solde et de leur indemnité de démobilisation.

Quelques 1250 d'entre eux sont regroupés dans un camp de transit, à Thiaroye, près de Dakar, en attente de leur démobilisation définitive et du versement de ce qui leur est dû.

Devant les humiliations qu'ils subissent dans le camp de la part des officiers de la « coloniale » qui l'administrent et la menace que l'indemnité qui leur est due soit divisée par deux, la révolte monte. Un général arrive pour tenter d'arrondir les angles, mais n'ayant rien à proposer, il est pris à parti, retenu un moment... Il décide alors de faire une démonstration de force, rassemblant un fort contingent de troupes armées qui entrent dans le camp au matin du 1er décembre. Une brève fusillade éclate contre les contestataires qui se sont rassemblés, sans armes, au centre du camp, croyant qu'on allait leur annoncer qu'ils avaient eu gain de cause.

Le film parle de 25 morts, 35 selon la version officielle, en



# Tirailleurs de Mathieu Vadepied

**T**irailleurs, dont Omar Sy est le producteur et l'acteur principal rend hommage à ceux qu'on appelait les « *tirailleurs sénégalais* », les régiments de soldats noirs africains, pour la plupart enrôlés de force par l'armée française dans tout l'empire colonial français, pour être envoyés en première ligne des combats de la Première guerre mondiale.

C'est sur une scène de rapt brutale dans un village du Sénégal, en 1917, que commence le film. Il est centré sur l'histoire de Thierno, qui n'a pu échapper à la capture et doit partir pour le front et celle de son père, Bakary Diallo (Omar Sy) qui va s'enrôler à son tour pour le rejoindre, le protéger et tenter de le ramener au village.

Le père et le fils se retrouvent dans un village à l'arrière de la ligne de front, avec leurs frères de misère africains, envoyés régulièrement dans l'enfer des combats, à l'assaut désespéré d'une colline à reconquérir. Le film nous montre toute la barbarie de la guerre, les trafics sordides à l'arrière, les tirailleurs perdus, séparés par la barrière des multiples langues et pour la plupart ne comprenant pas le français, « *traités comme des chiens* », dira l'un. Alors que le fils va s'affranchir et trouver sa place dans la hiérarchie militaire, le père n'aura de cesse de tenter de l'arracher aux combats et de le ramener malgré lui au pays sain et sauf.



Omar Sy a voulu réhabiliter la mémoire de ces tirailleurs, injustement appelés « sénégalais » alors qu'ils venaient des quatre coins de l'empire colonial français d'Afrique comme d'Asie, relégués dans l'oubli du sale passé colonial de l'Etat français. Dénonçant à juste titre, dans une interview, la différence évidente de traitement entre la guerre en Ukraine et les guerres d'Afrique et entre les réfugiés ukrainiens et africains, il a été la cible d'attaques de l'extrême-droite ou de la députée européenne macroniste Nathalie Loiseau, prompts à défendre les sales guerres de l'impérialisme français en Afrique comme aujourd'hui au Mali et qui agressent à l'évocation de l'exploitation sanglante des peuples coloniaux. Rappeler cet épisode du passé colonial de la France est le grand mérite du film.

Sinistre ironie de l'Histoire, quatre jeunes maliens et ivoiriens sans-papiers, qui ont joué comme figurants dans le film, - « *Petits-fils de tirailleurs, arrière-petits-fils de tirailleurs, jouant dans un film sur les tirailleurs, et aujourd'hui obligés de partir* » dénonce une militante de RESF -, sont sous le coup d'une OQTF et expulsables.

Christine Héraud

réalité vraisemblablement le double et plusieurs dizaines de « mutins » sont emprisonnés.

A noter que c'est ce même Gouvernement provisoire de la République française, à quelques remaniements près, qui organisait, en mai 1945, le massacre de Sétif, Guelma et Kherrata en Algérie, avant de s'engager, en septembre de la même année, dans la répression du mouvement de libération vietnamien, la guerre d'Indochine...

A noter également que le film a été censuré en France pendant 10 ans et trois ans au Sénégal. Il est disponible en vod et dvd : <https://www.capuseen.com/films/1658-camp-de-thiaroye>

Daniel Minvielle

## Ousmane Sembène,

né le 1er janvier 1923 au Sénégal alors colonie française, était un militant de la décolonisation. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont le roman *Les bouts de bois de dieu* (à lire !) et réalisé de nombreux films dans lesquels il dénonce, avec le peu de moyens dont il dispose, l'ignominie de la colonisation, mais aussi la corruption des pouvoirs issus de l'indépendance, le sort fait aux femmes. Son dernier film (2003), *Moogaaélé*, est un réquisitoire contre l'excision.



Certains de ses films sont accessibles sur Internet. Il y a cinq ans, la chaîne RFI publiait une courte biographie de celui qu'elle appelle « *l'ainé des anciens du cinéma africain* », à voir sur youtube :

<https://www.youtube.com/watch?v=bAMb7wR6UYM>

## Annie colère

### ou la lutte pour le droit à l'avortement, une lutte de classes

un film de **Blandine Lenoir**

Annie est ouvrière dans une petite ville de Province. Enceinte, elle ne veut pas d'un 3ème enfant. Elle pousse la porte du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception), qui pratique des avortements encore illégaux dans la France de 1973 mais pas clandestins.

Elle découvre des militantes bienveillantes, du milieu médical ou pas, passées ou pas par l'avortement, qui déculpabilisent leur choix, leur expliquent la méthode Karman et sa technique d'aspiration de l'embryon de l'utérus à l'aide d'un canule et d'une pompe à vélo, bien loin des douleurs atroces des aiguilles à tricoter et des curetages barbares sans anesthésie pratiqués en milieu hospitalier quand ces avortements clandestins tournent mal. Elles leur font découvrir un monde, celui de leur corps pour mieux se l'approprier, la contraception et un combat. Les avortements sont gratuits, il leur est demandé un geste financier dans la mesure du possible et/ou l'engagement d'intégrer le groupe pour aider au combat du côté des femmes.

Annie, plutôt timide, sourit quand on lui parle d'engagement parce qu'elle ne s'imagine pas encore devenir cette femme pleine d'assurance qui fera le choix d'aider d'autres femmes.

C'est la 1ère fois que dans un film on rentre dans ce moment intime qu'est l'avortement : on voit le travail d'équipe militante, un médecin bénévole, homme ou femme, qui mène le geste technique, la parole pour expliquer ce que l'on fait, ce que la femme ressent, la parole voire le chant, les gestes tendres pour apaiser. Toutes ces femmes avortées se sentent soulagées, étonnées que ce soit terminé aussi vite, libé-



rées. Montrer la bienveillance, la convivialité, la tendresse, la solidarité autour de l'avortement encore décrié est en soi un acte militant.

Au travers de l'émancipation d'Annie, c'est le combat féministe du MLAC qui est filmé. Les militantes se battent en son sein pour que l'avortement ne soit pas pratiqué que par des médecins. Les points abordés sont riches comme celui de l'impact négatif de la légalisation de l'avortement de la loi Veil en 1975, légalisation pour laquelle elles se sont battues. Avec la loi Veil, les avortements ne sont plus gratuits, écartant les femmes les plus pauvres, ils ne seront remboursés par la sécurité sociale qu'en 1982. Et la loi Veil sonne le glas du MLAC. Ces femmes se

sentent dépossédées de leur combat, du geste qu'elles avaient appris sans être du médical, de cette solidarité qu'elles avaient construite, la crainte que les femmes soient de nouveau seules dans des hôpitaux où elles ne seront que patientes ou clientes, la crainte qu'un changement de gouvernement fasse de nouveau avorter cette loi... inquiétudes bien réalistes dans notre société de classes.

*Sandrine Alarcon*

